



# L'économie sociale en témoignages

Février 2010

**Collectivité rurale : Un modèle économique  
d'un autre genre avec David Bruce**

---

**Crée par le Réseau canadien de DÉC**

# L'économie sociale en témoignages, le projet

L'économie sociale est constituée d'organismes de la société civile qui prennent des mesures économiques pour lutter contre les problèmes sociaux. Ces mesures visent à créer l'égalité sociale et économique ainsi que des opportunités pour les personnes et les communautés les plus marginalisées dans notre économie actuelle. Les coopératives, les caisses populaires et les organismes communautaires font tous partie de l'économie sociale. Allier les objectifs sociaux et économiques, cette démarche qui prend racine dans le monde entier est un moyen de remplacer la dépendance et l'exclusion par l'autodétermination et l'autosuffisance. Le RCDÉC est membre du RIPESS (Réseau intercontinental d'économie sociale et solidaire), un mouvement international de promotion de l'économie sociale et solidaire comme moyen de sortir de la pauvreté et de l'inégalité. Au Canada, le RCDÉC et son organisme partenaire au Québec (le Chantier de l'économie sociale) ont défendu avec vigueur l'investissement dans un programme de recherche nationale de grande envergure qui démontrerait l'impact et le potentiel de l'économie sociale et généraliserait la compréhension de cette approche. Ce projet a donné naissance au Centre canadien d'économie sociale grâce au financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Ce programme est codirigé par le RCDÉC et le BC Institute for Cooperative Studies de l'Université de Victoria et comprend plusieurs centaines de partenaires de recherche et de projets à travers le Canada.

Ce témoignage est un d'une série de dix que nous publions en 2009/2010. Ce recueil de témoignages entend partager les perspectives des praticiennes et des praticiens sur la signification de l'économie sociale et son impact sur leurs communautés, ainsi que sur l'édification d'un mouvement inclusif pour le changement social, économique et environnemental.

Dans cette phase du projet, nous mettons l'accent sur les témoignages de membres des communautés autochtones, de femmes et d'immigrantes et immigrants, tous et toutes praticiennes et praticiens en économie sociale, ainsi que sur les représentants de communautés rurales et nordiques. Ces témoignages saisissent l'importance de l'économie sociale, dans les secteurs sans but lucratif, coopératif, des caisses populaires et des organismes de la société civile. L'économie sociale amorce un véritable mouvement de solidarité au Canada et dans le monde entier, un mouvement alternatif axé sur les personnes pour un développement socio-économique durable.

La phase un de L'économie sociale en témoignages est disponible sur le site Web du Réseau canadien de DÉC [www.ccednet-rdec.ca/fr/histoires](http://www.ccednet-rdec.ca/fr/histoires). Ces « témoignages » saisissent l'aspect humain du secteur et témoignent de l'économie sociale comme un véritable mouvement qui s'attaque aux enjeux sociaux, économiques et environnementaux actuels par des moyens intégrés et novateurs.

## Remerciements

L'économie sociale en témoignages est un projet élaboré par le RCDÉC en partenariat avec le Centre canadien d'économie sociale, grâce au financement du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSHC). Nous tenons à remercier les participants pour leurs interviews sur lesquelles notre collection de témoignages est fondée. Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu participer à ces interviews, qui ont apporté leur soutien à ce projet et qui représentent une source d'inspiration pour l'économie sociale. Merci aussi à toutes celles et tous ceux qui ont contribué à la publication de ces témoignages, dont Rupert Downing, Matthew Thompson, Nicole Chaland, Alexandre Charron, Erin Brocklebank, Lindsay Kearns, Seth Wright, Caroline Magnier, Ian MacPherson, Annie Mckitrick, Rachelle McElroy, Ashley Hamilton-MacQuarrie and Joel Legassie.



Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada

Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada

Canada

# Collectivité Rurale : Un modèle économique d'un autre genre

Avec David Bruce



*David Bruce est directeur du Rural and Small Town Programme de l'Université Mount Allison et il est membre du centre régional Atlantic de recherche en économie sociale. Rural and Small Town Programme prépare les personnes et les organismes à s'adapter au changement et à saisir les occasions de bâtir des collectivités rurales et des petites villes viables et durables. Ce programme fait le lien entre la recherche et l'action : il génère et partage de nouvelles compétences, élabore des outils pratiques et fournit des services d'information et à l'éducation. Ce programme mène à des approches et à des solutions novatrices. Récemment, le programme a complété une étude sur l'impact du faible niveau de littératie dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick. Il a également produit une série de vidéos étudiantes examinant différents aspects du développement économique communautaire en milieu rural.*

« La création d'un nouveau système de transport en commun à Port Hawkesbury dans la région Strait Area de la Nouvelle-Écosse, la Strait Area Transit Co-operative, illustre très bien cet état d'esprit. Cette coopérative a été mise sur pied en réponse au manque de transport abordable dans cette région rurale de la Nouvelle-Écosse. Et donc, ce projet rassemble de nombreux partenaires : secteur privé, secteur public, etc. »

De son bureau, situé à l'Université Mount Allison à Sackville au Nouveau-Brunswick, David Bruce s'efforce d'établir des liens solides entre les chercheuses et les chercheurs universitaires en économie sociale et les membres des collectivités rurales du Canada Atlantique qui œuvrent à construire cette économie.

Le Rural and Small Town Programme (RTSP) s'efforce d'inclure dans ce projet les membres et les groupes des collectivités locales en tant que partenaires égaux. Pour le RTSP, ces partenariats représentent une source de données idéales. Parallèlement, les acteurs communautaires profitent de ces partenariats.

« Le partenaire communautaire peut tirer profit de l'expertise en recherche ; il peut aussi bénéficier des connaissances et des expériences des partenaires universitaires qui ont déjà formulé des politiques, des stratégies commerciales, etc., » explique David. « D'un autre côté, la collectivité a l'occasion de profiter de

services de consultations et de conseil pour le développement d'entreprise et pour les études de faisabilité, sans devoir essuyer les coûts exorbitants du secteur privé, » ajoute-t-il.

« Ce que nous entendons par entreprises d'économie sociale, ce sont ces entreprises qui offrent des produits et des services, mais qui ne se concentrent pas sur la génération de profit comme le font les entreprises du secteur privé, » explique-t-il. « L'aspect social d'une entreprise d'économie sociale est qu'au-delà de générer des profits, elle vise à atteindre des objectifs sociaux, » ajoute David.

Selon lui, l'économie sociale dans les collectivités rurales du Canada Atlantique suit ces principes et les adapte aux conditions économiques et sociales particulières à la région.

« Au cours des quinze dernières années, les collectivités rurales du Canada Atlantique ont connu un remaniement constant. La restructuration et la réduction des activités des services publics ont mené à leur centralisation géographique. Les gens veulent de plus en plus sortir des chantiers battus ; ils ne se contentent plus des modèles traditionnels du secteur public et privé en ce qui a trait à l'activité économique et la prestation de services, » assure David.

« La création d'un nouveau système de transport en commun à Port Hawkesbury dans la région Strait Area de la Nouvelle-Écosse, la Strait Area Transit Co-operative, illustre très bien cet état d'esprit. Cette coopérative a été mise sur pied en réponse au manque de transport abordable dans cette région rurale de la Nouvelle-Écosse. Et donc, ce projet rassemble de nombreux partenaires : secteur privé, secteur public, etc. »

*« Je pense que le grand défi des personnes qui vivent dans des communautés rurales est de raffiner leurs modèles de développement d'entreprise pour y inclure des activités d'économie sociale, » explique David. « Nous manquons de personnes qui ont une expérience professionnelle en création et gestion d'entreprise d'économie sociale. C'est un modèle d'entreprise différent qui a des normes différentes en ce qui a trait à l'équilibre entre les impératifs économiques et les objectifs sociaux à atteindre, » précise David.*

Face à la conjoncture économique et à la situation sociale actuelle, de plus en plus de gens sont à la recherche d'alternatives. Beaucoup de personnes et d'organismes s'intéressent ou sont impliqués dans des activités qui font partie de ce qu'on appelle l'économie sociale. Cependant, la plupart n'utilisent pas ce terme ou ne jugent pas faire partie du mouvement de l'économie sociale. Un bon exemple sont les coopératives ou les caisses populaires, ils ne s'identifient pas automatiquement comme faisant partie du mouvement et par contre ils jouent un rôle important dans leur communauté. De leur côté, les nouveaux organismes qui ont une démarche moins classique que ce soit au niveau de l'entreprise ou des objectifs sociaux peuvent rencontrer des difficultés pour trouver les compétences et les ressources dont ils ont besoin au sein même de leur communauté.

« Je pense que le grand défi des personnes qui vivent dans des communautés rurales est de raffiner leurs modèles de développement d'entreprise pour y inclure des activités d'économie sociale, » explique David. « Nous manquons de personnes qui ont une expérience professionnelle en création et gestion d'entreprise d'économie sociale. C'est un modèle d'entreprise différent qui a des normes différentes en ce qui a trait à l'équilibre entre les impératifs économiques et les objectifs sociaux à atteindre, » précise David.

Le RTSP a été spécialement conçu pour relever de tels défis. Il s'inscrit parmi les nombreux programmes universitaires d'appui aux chercheuses, chercheurs et organismes qui mènent des études sur l'économie sociale et font un travail de sensibilisation à ce sujet. Souvent, les projets sont financés par le Conseil de recherches en sciences humaines et appartiennent aux Alliances de recherche universités-communautés (ARUC), ce qui leur donne un statut officiel. Ainsi, les universitaires ont un accès accru aux

communautés qu'ils désirent étudier et, de leur côté, les partenaires communautaires bénéficient d'avantages considérables.

David précise que les universités ont trois moyens de contribuer à l'essor de l'économie sociale. Dans le premier cas, l'université fournit des services d'expertise et de conseil visant à appuyer les partenaires communautaires dans l'acquisition et le renforcement des compétences nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. Dans un deuxième cas de figure, l'université utilise les méthodes de recherche rigoureuses afin de mesurer l'étendue et l'impact de l'économie sociale et de relier les efforts locaux aux contextes régionaux, nationaux et internationaux. Dans un troisième cas de figure, l'université tire parti de cette recherche pour promouvoir l'économie sociale auprès du grand public et des décideurs politiques. Parallèlement, elle encourage l'économie sociale auprès des groupes locaux dont les objectifs sont compatibles avec l'économie sociale, mais qui ne sont pas au courant qu'il existe un mouvement plus large offrant tout un éventail de ressources.

« Le Canada rural et en particulier dans le Canada Atlantique sont aux prises avec d'éternelles fluctuations économiques. Les gens en ont assez de dépendre des grands employeurs, principalement dans le domaine des ressources naturelles, » déclare David, « Je pense que nous allons revenir à des petites coopératives, à des modèles d'entreprises d'économie sociale qui permettent aux petites scieries et usines de transformation du poisson d'être viables dans un modèle économique différent. Je n'irai pas jusqu'à dire que tous les emplois perdus au cours des vingt dernières années seraient remplacés. Néanmoins, je suis persuadé que c'est une étape vers une telle éventualité. »

Pour plus d'information sur le Rural and Small Town Programme et pour visionner les vidéos consultez : [www.mta.ca/rstp/](http://www.mta.ca/rstp/)